

Date de dépôt: 5 avril 2007

Rapport

de la Commission des travaux chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 6 240 000 F pour financer la rénovation et la mise aux normes des salles d'opération de la chirurgie ambulatoire sur le site Cluse-Roseraie des Hôpitaux universitaires de Genève

Rapport de M. Gabriel Barrillier

Mesdames et
Messieurs les députés,

Réunie le 6 mars 2007, la Commission des travaux, présidée M. Alberto Velasco, a examiné ce projet de loi. Ont participé à la séance : MM. Romano Guarisco, responsable du service études et constructions HUG, Dominique Peyraud, directeur du département d'exploitation des HUG, Christophe Vachey, chef du service ingénieries biomédicales HUG et Patrick Vallat, directeur des bâtiments du DCTI. Le procès-verbal était tenu avec précision par M. Félicien Mazzola.

I. Objet du projet de loi

Ce projet de loi est destiné à mettre à la disposition des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) les moyens financiers leur permettant la rénovation et la mise aux normes des salles d'opération de la chirurgie ambulatoire sur le site Cluse-Roseraie (BOCHA) qui ont été construites en 1965. Ces locaux sont obsolètes et ne répondent plus aux normes techniques, de sécurité et d'hygiène hospitalière. L'activité de ces salles d'opération a

considérablement augmenté et ne se déroule plus dans des conditions de sécurité et d'hygiène optimales (risque élevé de maladies nosocomiales).

II. Votes de la commission

L'entrée en matière est acceptée à l'unanimité (3 S, 1 MCG, 2 PDC, 2 R, 3 L, 2 UDC).

En deuxième débat, un amendement à l'article 1^{er} est proposé avec la teneur suivante : « Un crédit global fixe de 6 027 000 F, sous la nature d'une indemnité... ».

Il est refusé par : pour : 3 (1 MCG, 1 R, 1 L) ; contre : 3 (3 S ; abstentions : 7 (2 PDC, 1 R, 2 L, 2 UDC).

L'article 1 est adopté dans son ensemble sans opposition.

Les articles 2 à 11 sont adoptés sans opposition.

Dans son ensemble, le projet de loi est adopté à l'unanimité, soit 3 S, 1 MCG, 2 PDC, 2 R, 3 L, 2 UDC.

Aussi, la commission vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à voter ce projet de loi.

Projet de loi (9978)

ouvrant un crédit au titre d'indemnité d'investissement de 6 240 000 F pour financer la rénovation et la mise aux normes des salles d'opération de la chirurgie ambulatoire sur le site Cluse-Roseraie des Hôpitaux universitaires de Genève

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève décrète ce qui suit :

Art. 1 Crédit d'investissement

Un crédit global fixe de 6 240 000 F, sous la nature d'une indemnité d'investissement au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, est accordé aux Hôpitaux universitaires de Genève.

Art. 2 But

Cette indemnité doit permettre le financement de la rénovation et de la mise aux normes des salles d'opération de la chirurgie ambulatoire sur le site Cluse-Roseraie des Hôpitaux universitaires de Genève.

Art. 3 Budget d'investissement

Ce crédit sera réparti en tranches annuelles inscrites au budget d'investissement en 2006 et 2007 sous la rubrique 08.06.20.00 563 0 3101, à savoir :

- a) 3 000 000 F en 2006 ;
- b) 3 240 000 F en 2007.

Art. 4 Financement et charges financières

Le financement de ce crédit est assuré, au besoin, par le recours à l'emprunt dans le cadre du volume d'investissement « nets-nets » fixé par le Conseil d'Etat, dont les charges financières en intérêts et en amortissements sont à couvrir par l'impôt.

Art. 5 Amortissement

L'amortissement de l'investissement est calculé chaque année sur la valeur d'acquisition (ou initiale) selon la méthode linéaire et est porté au compte de fonctionnement.

Art. 6 **Durée**

La disponibilité du crédit d'investissement s'éteint en fin 2010.

Art. 7 **Aliénation du bien**

En cas d'aliénation du bien avant l'amortissement complet de celui-ci, le montant correspondant à la valeur résiduelle non encore amortie est à rétrocéder à l'Etat.

Art. 8 **Relation avec le vote du budget**

L'indemnité d'investissement n'est accordée qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

Art. 9 **Octroi de l'indemnité**

L'octroi de cette indemnité d'investissement est conditionné à l'établissement d'un contrat de droit public approuvé par le Conseil d'Etat et dont l'entrée en vigueur interviendra en 2008.

Art. 10 **Contrôle interne**

Le bénéficiaire de l'indemnité d'investissement doit respecter les principes relatifs au contrôle interne prévu par la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques publiques, du 19 janvier 1995.

Art. 11 **Lois applicables**

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat de Genève, du 7 octobre 1993, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur la surveillance de la gestion administrative et financière et l'évaluation des politiques, du 19 janvier 1995.